

PRÉFET DU CALVADOS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
(de Basse-Normandie)

Caen, le 2 juin 2015

Unité Territoriale du Calvados

Nos réf. : CA/CL- 2015- A 327
Affaire suivie par : Cindy AUZOU
cindy.auzou@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 02 31 53 40 88 – Fax : 02 31 53 40 99
Courriel : utc.bnormandie@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (code de l'environnement).
Modification des conditions de surveillance des rejets aqueux.

PETITIONNAIRE : Société Labelle Traitement Surface (LTS) – 3 rue Ampère – ZI
14 123 CORMELLES-LE-ROYAL

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par courrier du 27 janvier 2014, l'exploitant demandait de supprimer le suivi de certains paramètres de son autosurveillance et de modifier la fréquence de certains autres.

1. Présentation de l'établissement :

La société LTS exploite sur la commune de Cormelles-le-Royal un atelier de traitement de surfaces depuis mai 1992. Son activité consiste à décaper des pièces métalliques afin d'y déposer un revêtement ou une série de revêtements métalliques. Ces revêtements sont destinés à protéger les pièces en acier, alu, laiton ou inox contre les effets de la corrosion ou pour leur donner des propriétés mécaniques. Ces pièces sont ensuite employées dans des domaines tels que la serrurerie, la quincaillerie, l'aéronautique, l'automobile, ...

Cet établissement n'utilisant ni cyanure, ni cadmium, il relève de la rubrique 2565-2-a de la nomenclature des installations classées et s'avère donc être soumis à autorisation.

Cette activité a ainsi été autorisée par arrêté préfectoral du 3 mai 1999, modifié le 4 janvier 2010 (et abrogeant l'arrêté délivré le 7 octobre 1987 à la société DPM) ; le classement auquel est soumis cet établissement est repris ci-après :

- 1/8 -



Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2565	A	Traitement de surface des métaux par voie électrolytique ou chimique	Volume total des baigns de traitement : 60 156 litres répartis en 6 chaînes de traitement de surfaces (phosphatation, tonneau, polissage, montage, anodisation, chromatation).

* A : autorisation

L'établissement utilise des substances toxiques, mais les quantités stockées s'avèrent être inférieures au seuil de la déclaration (environ 400 kg, donc inférieur à 1 tonne)¹.

2. Modifications apportées à l'établissement depuis la dernière modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation :

Comme cela apparaît notamment dans le bilan de fonctionnement transmis le 26 juin 2007, cet établissement a connu des modifications et notamment :

- la suppression de la chaîne brunissage/phosphatation
- le remplacement de la chaîne chromatation sur Zamack (qui contenait du Chrome VI) par une chaîne au Nickel chimique.
- la suppression des traitements au Chrome VI prévue pour le 1^{er} semestre 2015².

D'après ses déclarations, LTS est ainsi désormais équipé des 5 chaînes suivantes :

Type de chaîne	Volume total de la chaîne	Volume produits actifs (hors rinçage)
<i>Chaîne Brunissage/Phosphatation</i>	1996 : 3595 l	1996 : 2205 l
Chaîne zinc tonneau pour les pièces en vrac (pièces déposées dans 1 tonneau qui est plongé dans les baigns et tourne)	2014 : 20 426 l	2014 : 11 297 l
Chaîne zinc montage pour les pièces unitaires (pièces assemblées sur des supports avant d'être plongées dans les cuves de traitement)	2015 : 34 032 l	2014 : 21 150 l
Chaîne anodisation (pour l'aluminium)	2014 : 13 469 l	2014 : 7 458 l
Chaîne nickel chimique pour l'acier et l'étain principalement (en remplacement chromatation sur Zamack)	2014 : 7 728 l	2014 : 4 632 l
Chaîne de polissage électrolytique pour l'inox nécessitant des décontaminations tels que dans les domaines médicaux ou nucléaires	2014 : 8 638 l	2014 : 3 491 l
Total	84 293 l	48 028 l

Aucun document du dossier ne permet de connaître le détail précis de la capacité des baigns à ce jour ; cependant, suite à l'inspection réalisée le 11 septembre 2014, le volume total des baigns actifs est évalué à 46 110 litres, contre 60 156 l autorisés initialement. Cela n'a donc aucune incidence sur le niveau de classement auquel est soumis cet établissement.

1 400 litres de ENOVA GR1901 AM + 75 kg de SURTEC 690l + 75 kg de FINIDIP YELLOW
FINIDIP 124 a été remplacé par FINIDIP 124 CF qui ne contient pas de CMR ;

2 Par courrier du 17 décembre 2013, l'exploitant nous indiquait avoir supprimé le bain d'ALLODINE 1500, d'un volume de 400 litres et contenant du Chrome VI. En décembre 2014, un bain de 500 litres de finition chrome VI était supprimé de la chaîne tonneau. Le volume de baigns contenant du Chrome VI est donc d'environ 1 300 litres.

3. Présentation de la demande

Par courrier du 27 janvier 2014, M. Labelle, directeur de la société LTS, a demandé les aménagements de son arrêté préfectoral, portant sur les conditions de suivis de ses rejets aqueux, suivants :

1° Arrêter le suivi de l'étain, cet élément n'étant contenu dans aucun des bains de l'établissement et restant, jusqu'à ce jour, dans des concentrations en dessous du seuil de détection.

2° Modifier la fréquence d'analyse de certains éléments (AOX, indice d'hydrocarbure et tributylphosphate), de mensuelle à annuelle, les concentrations en ces éléments s'avérant également être en dessous des seuils de détection et les analyses onéreuses.

3° Pour des raisons internes à l'établissement, modifier la fréquence d'analyse du Chrome III de une fois par semaine à une analyse mensuelle. En contre partie, l'exploitant propose d'analyser le cuivre toutes les semaines.

4. Examen de la demande et instruction technique par l'inspecteur des installations classées

1° L'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 prévoit que l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe des valeurs limites d'exposition (VLE) en concentration et des mesures du niveau de rejet pour les polluants susceptibles d'être rejetés.

L'article 14,7 de l'arrêté d'autorisation du 03/05/99 modifié prévoit ainsi un contrôle mensuel de la concentration en étain.

Cependant, il apparaît que cet élément n'est pas utilisé dans les process de l'établissement. De plus, les résultats d'autosurveillance ne mettent pas en évidence l'émission de cette substance. Il ne paraît donc pas nécessaire de maintenir la surveillance de ce paramètre.

2° Suite à l'adoption de la directive cadre sur l'eau (DCE) n°2000/60/CE du 23 octobre 2000, le ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées. Dans ce cadre, un arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2010 et du 27 avril 2011 fixent les modalités de mise en œuvre de cette action pour la société LTS.

Après examen du rapport de surveillance initiale transmis par l'exploitant en 2012, il avait été conclu qu'il ne devait pas être prescrit de surveillance pérenne des 17 substances concernées. Il convient néanmoins de rappeler que les émissions de cadmium devront être supprimées à compter du 01/01/2021.

L'indice hydrocarbure, des AOX et du tributylphosphate n'étaient quant à eux pas suivis dans le cadre de l'action RSDE.

Aussi, cela ne remet pas en cause leur suivi en application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif au traitement de surface, et de l'article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié. Cependant, au regard des résultats d'analyses pour l'indice hydrocarbures et le tributylphosphate, il peut être envisagé de passer leur surveillance de mensuelle à trimestrielle, le passage à une fréquence annuelle ne pouvant être accordée dans la mesure où cela ne répondrait pas aux dispositions de l'arrêté ministériel de 2006 précité.

3° L'article 14,7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié prévoit une mesure hebdomadaire rapide ou normalisée, et adaptée aux concentrations à mesurer, du Chrome 3. Il est par ailleurs prévu une analyse mensuelle pour l'élément Cuivre.

Lors de la visite d'inspection réalisée le 11 septembre 2014, l'exploitant a indiqué qu'il lui est impossible de procéder à une mesure rapide dans son laboratoire des émissions en Cr III ; celui-ci demande donc à modifier la fréquence actuellement hebdomadaire.

L'arrêté ministériel de 2006 indique que des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau de rejet par

rapport aux VLE (Valeurs limites d'exposition) et doivent être réalisées une fois par semaine pour les métaux lorsque la technique le permet. De plus, lors des récentes analyses, il a pu être constaté que les rejets en Chrome III étaient bien inférieurs aux seuils réglementaires.

La surveillance du Cr III peut donc passer d'hebdomadaire à mensuelle.

La proposition de passer à une analyse hebdomadaire pour le cuivre peut également être acceptée.

Par ailleurs, le décret n°2013-1205 du 14/12/13 a modifié la nomenclature des installations classées en faisant apparaître la rubrique 2563 relative au nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles. Cette rubrique ne concerne cependant pas les activités de nettoyage dégraissage associées à du traitement de surface. Dans cet établissement, les rinçages se font en cascades et essentiellement avec des eaux recyclées, en amont des différentes opérations de traitement de surface, et mettant en œuvre un volume de 36 265 litres.

Cet établissement n'est ainsi pas concerné par la rubrique 2563, les opérations de nettoyage relevant de la rubrique 2565. Aussi, d'après le descriptif des chaînes transmis par l'exploitant, il apparaît que le volume des bains associés à des opérations de traitement de surface est de 48 028 litres.

De plus, lors de prélèvements inopinés réalisés en décembre 2014, il a été constaté un dépassement des valeurs maximales autorisées sur le paramètre Phosphore total. Pour y remédier, l'exploitant a proposé la mise en place d'un réacteur de déphosphoration, dont la mise en service était programmée au cours du 1^{er} trimestre 2015. Cela est ainsi l'objet d'une prescription complémentaire. À noter qu'au regard des derniers résultats d'autosurveillance, bien qu'une diminution de la concentration en phosphore ait été constatée, elle n'est pas suffisante pour être passée en dessous du seuil réglementaire.

Enfin, il a été constaté dans les derniers résultats d'analyse que la concentration en azote total (NGL) est régulièrement supérieure à celle autorisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. En inspection, il a été précisé par l'exploitant qu'un accord avait établi avec Caen-la-Mer, en charge de la gestion de la STEP où les eaux sont traitées, car un traitement à l'eau de javel perturberait plus le fonctionnement de la station qu'un dépassement en azote. L'exploitant dispose d'un arrêté d'autorisation délivré par la commune et daté du 15/06/1999 auquel est annexé la convention de déversement. Il n'y apparaît pas de valeur limite pour le paramètre NGL (uniquement pour les nitrites). Aussi, il conviendra qu'il soit établi un accord formalisé entre l'exploitant et Caen-la-Mer.

5. Prise en compte de la directive IED

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée le 24 novembre 2010 est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive fusionne sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, dite « IPPC », reprise au niveau du chapitre II de la directive 2010/75/UE.

Pour rappel, la directive « IPPC » avait été transposée notamment par l'intermédiaire de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du code de l'environnement. Ce texte a été abrogé le 7 janvier 2014.

La directive « IED » a été transposée en droit français principalement par l'ordonnance n° 2012-7 du 5 janvier 2012 qui a inséré une section 8 intitulée « Installations mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles » et le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 qui en définit les conditions d'application. De nouvelles rubriques 3000 ont également été créées par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 afin de mieux identifier les installations visées par la directive « IED ».

Le champ d'application de la directive « IED » étant plus large que le champ d'application de la directive « IPPC », les établissements susceptibles d'être concernés ont été sollicités et invités à se positionner sur les rubriques 3000 en choisissant parmi elles la rubrique dite « principale » et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles ou documents BREFs associés avant le 5 novembre 2013.

Dans ce cadre, la société LTS a fait parvenir au préfet, le 31 octobre 2013 :

- une proposition motivée de rubrique « principale » choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R.515-58 du code de l'environnement ;
- une proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques applicables disponibles (MTD) relative à la rubrique « principale », connus sous le nom de documents BREF (Best Available Technique Reference Document).

L'inspection des installations classées valide le classement selon la rubrique 3000 proposé par l'exploitant, à savoir la rubrique principale 3260 relative au traitement de surface de métaux ou de plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³, s'agissant de l'activité principale de cet établissement.

De même, les meilleurs techniques disponibles que l'exploitant se doit d'appliquer sont celles décrites dans le document de référence sur les meilleures techniques disponibles à savoir le document BREF « Traitement de surface des métaux et des matières plastiques » (STM).

Conformément à l'article R. 515-70 II du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale de l'installation n° 3260,

- les prescriptions applicables à l'établissement sont réexaminées et, au besoin, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions ;
- les rejets des installations doivent respecter lesdites prescriptions.

À cet effet, l'exploitant adressera au préfet les informations nécessaires sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivront la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

Compte tenu de ce qui précède, le classement des activités de l'établissement se doit donc d'être complété par la rubrique 3260, au titre du bénéfice des droits acquis, conformément à l'article L.513-1.

À noter que le nettoyage-dégraissage n'étant pas visé par le libellé de la rubrique 3260, le volume correspondant à ces activités n'est pas à prendre en compte pour cette rubrique, seul le volume propre aux activités de traitement de surface étant repris. Par contre, l'activité étant liée techniquement, elle doit être prise en compte dans le « périmètre IED ».

6.Prise en compte des garanties financières

Le décret n°633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Cormelles-le-Royal, la société LTS est notamment concernée au titre de la rubrique 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces, à partir d'un volume de cuves de bain de traitement de 30 000 litres) de la nomenclature des installations classées.

Elle serait ainsi tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20 % du montant total de la garantie avant le 1^{er} juillet 2014 ;
- 20 % du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10 % pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées au près de la caisse des dépôts et consignation.

L'exploitant se doit alors de transmettre au Préfet, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières était à adresser au Préfet pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour la société LTS.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 4 mars 2015, complétée le 28 mai 2015.

6.1 – Ana lyse de l'inspection

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- Me : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- α : indice d'actualisation des coûts.
- Mi : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- Mc : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- Ms : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- Mg : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour son site, la société LTS propose un montant de 34 854 € pour les mesures de gestion des produits dangereux et des déchets (Me). Se basant sur un devis réalisé pour l'évacuation des différents bains, ce montant apparaît cohérent par rapport à l'activité du site.

Le site ne comptant aucune cuve d'hydrocarbure enterrée, le montant relatif à la mise en sécurité Mi peut être considéré comme nul.

Pour les interdictions et limitations d'accès au site, l'exploitant déclare la mise en place de clôtures autour des ateliers et des zones techniques (zones de parking non incluses). Il est prévu que ces travaux soient réalisés au cours des mois d'avril et mai 2015. De même, des panneaux de restrictions d'accès seront mis en place tous les 50 mètres. Il sera par conséquent ajouté une prescription au projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens.

Pour la surveillance des effets de installation sur l'environnement, l'exploitant propose la mise en place de 3 piézomètres, ce qui paraît acceptable au regard de la taille du site. L'exploitant a transmis pour ce faire un devis d'un montant de 5 964 €.

En application de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières et de la circulaire du 20 novembre 2013, un diagnostic de pollution des sols devra également être réalisé. Pour un établissement présentant une superficie de 0,21 ha, il s'élève à 11 050 €. Le montant Ms est donc égale à 17 014 €.

Enfin, le coût du gardiennage (Mg) a été évalué par l'exploitant sur la base du maintien du système de télésurveillance et du dispositif anti-intrusion mis en place en 2008. L'exploitant propose ainsi de soustraire au montant forfaitaire de 15 000 €, le montant correspondant à la mise en place de ce dispositif. Le montant s'élève ainsi à 6 484,5 €.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 671,7 pour janvier 2015
- Index0 : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- TVAR : 20 % (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- TVA0 : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6 %.

Soit $\alpha = 1,009$

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le montant total des garanties financières à constituer est estimé par l'inspection des installations classées à 64 420 € TTC, somme à comparer à la dernière proposition de l'exploitant qui était de 49 832 € TTC (la différence étant liée au fait que l'exploitant n'avait pas considéré le montant d'un diagnostic de pollution des sols). Celui-ci apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est néanmoins rappelé que le détail des calculs relève en premier lieu de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Aussi, il s'avère que ce montant est inférieur à 75 000 €, seuil au-dessus duquel l'obligation de constituer les garanties financières serait effective en application de l'article R516-1 du Code de l'Environnement.

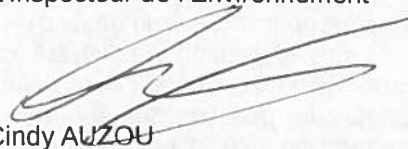
7. Conclusions

Au regard des éléments transmis et de l'analyse ci-dessus, il s'avère que les modifications apportées à l'établissement et les aménagements aux prescriptions demandées par l'exploitant pour son établissement de Cormelles-le-Royal ne sont pas de nature à entraîner des impacts nouveaux significatifs par rapport à la dernière procédure complète d'autorisation. Celles-ci ne revêtent donc pas un caractère substantiel au sens de l'article R.512-33-II du code de l'environnement et ne justifient pas le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

Toutefois, il est nécessaire de mettre à jour les rubriques de la nomenclature des installations classées auxquelles l'établissement est soumis et de modifier certaines prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation du 3 mai 1999, relatives aux modalités de suivi des rejets aqueux.

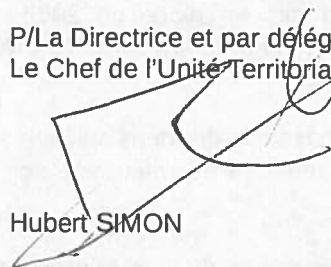
Ainsi, nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable sur le projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport, conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement.

L'Inspecteur de l'Environnement



Cindy AUZOU

P/La Directrice et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Calvados



Hubert SIMON